



HAL
open science

Appuyer le régionalisme africain pour contenir les normes occidentales

Martina Bassan

► **To cite this version:**

Martina Bassan. Appuyer le régionalisme africain pour contenir les normes occidentales. *China Analysis*, 2012, 39, pp.26 - 30. hal-03475978

HAL Id: hal-03475978

<https://sciencespo.hal.science/hal-03475978>

Submitted on 11 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

REPÈRES

5. Appuyer le régionalisme africain pour contenir les normes occidentales

MARTINA BASSAN

SOURCES :

- Zhang Chun⁴³, « Les relations sino-africaines : réagir aux défis et à la pression de la coopération internationale vis-à-vis de l'Afrique », *Waijiao pinglun*, n° 3, 2012, p. 33-42.

- Li Anshan⁴⁴, « Les origines du Forum sur la coopération sino-africaine et la stratégie africaine de la Chine », *Waijiao pinglun*, n° 3, 2012, p. 15-32.

- Xu Weizhong, Yu Wensheng, Yang Zhiguang⁴⁵, « Le Forum sur la coopération

⁴³ Zhang Chun est directeur adjoint au Centre d'études sur l'Afrique et l'Asie occidentale du Shanghai Institute of International Studies (*Shanghai guoji wenti yanjiu yuan*, SIIS).

⁴⁴ Li Anshan est professeur à la School of International Relations (*Guoji guanxi xueyuan*, SIS) et directeur du centre d'études africaines de l'université de Pékin.

⁴⁵ Xu Weizhong, Yu Wensheng, et Yang Zhiguang sont chercheurs à l'institut d'études sur l'Afrique et l'Asie occidentale du China Institute of Contemporary International Relations (*Zhongguo xiandai guoji guanxi yanjiu yuan*, CICIR). Xu Weizhong est le directeur du département sur l'Afrique.

sino-africaine : état des lieux et perspectives pour l'avenir », *Xiandai guoji guanxi*, n° 6, 2012, p. 50-55.

En juillet 2012 s'est tenue à Pékin la 5^e édition du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac)⁴⁶. À cette occasion, les directeurs des trois principaux centres de recherche sur l'Afrique expriment leur avis sur l'avenir des relations sino-africaines et sur les nouveaux défis qui attendent la diplomatie chinoise dans les années à venir.

Une compétition internationale renforcée en Afrique

Li, Zhang et Xu réaffirment dans leurs articles respectifs l'importance que le Focac a atteint au cours des dernières années, en devenant un mécanisme important, « capable d'influencer le processus historique contemporain ». Ils revendiquent le rôle joué par ce système de dialogue et d'échange dans l'émancipation de l'Afrique, dans la définition d'un nouveau modèle de coopération bilatérale et dans la résolution des problématiques de pauvreté au niveau mondial. D'après Li, le succès de cette nouvelle forme de « partenariat stratégique »⁴⁷ – qui a fait du pragmatisme et des relations économiques son point fort – a contribué à remettre en question la légitimité du système politique et économique international actuel et, parallèlement, a amorcé un processus de redécouverte de l'Afrique, et de son importance stratégique, par l'Occident. Le renouvellement

⁴⁶ Le Focac (中非合作论坛, *zhongfei hezuo luntan*) a été conçu comme un mécanisme d'échange et de dialogue politique entre la Chine et l'Afrique. Tous les trois ans depuis 2000 une conférence ministérielle regroupe ministres, entrepreneurs et représentants d'organisations régionales pour discuter des questions politiques et économiques et signer des accords de coopération bilatérale.

⁴⁷ 新型战略伙伴关系 (*Xinxing Zhanlüe Huoban Guanxi*), annoncé à la troisième conférence ministérielle de 2006.

des organismes de coopération avec l'Afrique déjà existants⁴⁸ et la création de nouveaux organismes par certains acteurs émergents en Afrique (Japon, Inde, Corée) en sont les marques les plus évidentes.

Bien que cet intérêt renouvelé soit positif pour les perspectives de développement de l'Afrique, il implique également, pour la Chine, une « compétition en termes de système » (机制性竞争, *jizhixing jingzheng*), et une « pression en termes de valeurs » (价值理念压力, *jiazhi linian yali*).

Un défi en termes de systèmes de coopération

Selon Zhang, en termes de compétition et de « défis de nature systémique » (机制性挑战, *jizhixing tiaozhan*), les mécanismes de coopération des États-Unis, de l'Europe et du Japon sont destinés à être renforcés dans les années à venir, et à alimenter la compétition entre puissances sur le continent africain : les événements nord-africains de 2011 auraient déjà testé la montée significative de l'influence et du rôle de plus en plus important que le US Africa Command, la France et le Royaume-Uni ont acquis dans la région⁴⁹. À cela s'ajoute la compétition des autres acteurs émergents en Afrique, qui ont eux aussi amorcé la mise en place de mécanismes d'échange, et le développement de différentes formes de coopération trilatérale.

Une bataille de valeurs

Du point de vue des valeurs, Zhang affirme que les critiques de l'Occident vis-à-vis du

⁴⁸ Zhang donne notamment l'exemple du Europe-Africa Summit et de la Tokyo International Conference on African Development (TICAD).

⁴⁹ L'auteur ne cite pas d'épisode particulier, mais il fait sans doute référence aux événements du printemps arabe, et au rôle de la France et du Royaume-Uni dans la guerre en Libye menée sous l'égide des Nations unies et du USA Africa Command.

modèle chinois – concernant notamment l’absence de conditionnalité de l’aide chinoise et l’application par Pékin du principe de non-ingérence – ne sont que des tentatives visant à limiter le développement des relations sino-africaines, notamment du point de vue économique. Si Li parle de « politisation » de toute action ou projet économique chinois en Afrique, Zhang offre des illustrations de cette tendance et dénonce le recours à de nouveaux instruments hybrides, politico-légaux. Il cite les exemples du Kimberley Process⁵⁰, de l’Extractive Industries Transparency Initiative (EITI)⁵¹ ou de l’United Nations Global Compact⁵², dans le cadre desquels les pays occidentaux ont utilisé les concepts de soft law et de soft norms pour encourager une réorientation des relations sino-africaines vers un système de valeurs plus occidental.

Selon Xu, les concepts de Corporate Social Responsibility⁵³, ou les systèmes tels que l’EITI, visent à « standardiser » (企图规范, *qitu guifan*) les relations sino-africaines et

à façonner le nouveau système international. Selon lui, l’Afrique est une « zone test » (试验场, *shiyanchang*) de ce nouveau système. Les actions et les interventions de l’Occident en Lybie et en Côte-d’Ivoire représentent d’après Xu un « précédent » au sein du nouvel interventionnisme occidental – justifié par la « responsabilité de protéger » – et de sa « diplomatie des valeurs » (价值观外交, *jiazhiguan waijiao*).

Quelle diplomatie africaine pour Pékin ?

Comment, alors, doit réagir la diplomatie chinoise face aux nouveaux défis posés par cette compétition accrue en termes de valeurs, de modèles et de systèmes de coopération, ainsi qu’aux « critiques inappropriées » (不当批评, *budang piping*) de l’Occident ? Les réponses politiques envisagées par ces chercheurs convergent sur les points suivants :

Élargir les domaines de la coopération.

Les trois chercheurs s’accordent pour affirmer que le développement des relations sino-africaines n’est pas équilibré. Li propose d’accroître les investissements chinois en Afrique dans des secteurs stratégiques tels que l’agriculture. La Chine pourrait transmettre à ses partenaires africains son expérience et son savoir-faire agricoles, ce qui permettrait de résoudre une partie des problèmes de sécurité alimentaire du continent. Xu, de son côté, mentionne l’accroissement des flux de population chinoise – travailleurs et touristes – vers Afrique et la nécessité de s’occuper des questions de stabilité et de paix en Afrique pour assurer la sécurité des ressortissants chinois. Zhang partage cet avis, et explique que ce genre de coopération pourrait avoir des conséquences positives vis-à-vis de la sauvegarde des intérêts de la Chine à l’étranger. Cela permettrait à Pékin d’accroître son pouvoir d’influence sur le continent. Zhang envisage notamment une participation plus active de la Chine dans les missions de

⁵⁰ Le Kimberley Process est une initiative lancée en 2000, dont l’objectif est d’empêcher le commerce des diamants produits dans des zones de guerre (conflict diamonds) et dont la vente finance souvent les mouvements violents de rebellions locaux contre les gouvernements légitimes.

⁵¹ L’EITI est une initiative qui promeut la transparence des opérations financières des entreprises du secteur minier et pétrolier, visant à garantir une meilleure gestion de l’exploitation des ressources naturelles.

⁵² Initiative des Nations unies lancée en 2000 pour encourager une attitude socialement responsable de la part des entreprises, notamment au sujet des droits de l’homme, du développement durable, du droit du travail et de la lutte contre la corruption.

⁵³ Concept lié aux enjeux de développement durable, la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) concerne toutes les actions qui vont au-delà des obligations juridiques des entreprises. Les entreprises socialement responsables sont appelées à adopter les meilleurs pratiques possibles et à prendre en compte des impacts sociaux et environnementaux de leur activité.

maintien de la paix et au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi un renforcement de la coopération bilatérale à travers la mise en place d'un système de dialogues « secondaires » entre les ministères de la Sécurité et de la Police et les think tanks africains et chinois.

Encourager la coopération trilatérale.

D'après Zhang, la coopération trilatérale ne peut plus être évitée. La Chine est obligée de se conformer au cadre stratégique – établi par l'Occident – de coopération trilatérale vis-à-vis de l'Afrique. Cependant cela ne signifie pas qu'elle doit accepter toutes les règles imposées par cette stratégie, jugée « imparfaite » (尚未完善, *shangwei wanshan*). Selon lui, ce type de coopération devrait se réaliser « selon les besoins de l'Afrique, en accord de l'Afrique, avec la participation de l'Afrique ; et s'occuper d'abord de l'économie, et après de la politique ; d'abord de ce qui est facile, après de ce qui est difficile ; d'abord du Sud, et après du Nord » (*feizhou xuyao, feizhou tongyi, feizhou canyu ; xian jing hou zheng ; xian rong hou nan ; xian nan hou bei*). Toujours selon Zhang, la coopération trilatérale devrait d'abord privilégier les organisations régionales africaines, ensuite les organismes internationaux multilatéraux, les pays émergents, et enfin les pays développés. Pour Xu, il s'agit de renforcer les accords avec les organisations régionales africaines, telles que l'Union africaine, la Communauté de développement d'Afrique australe ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, afin de pallier les lacunes de la coopération bilatérale. À cette fin, le Focac a été conçu comme une importante plateforme d'échange et de coopération trilatérale : l'Union africaine a, en 2012, pour la première fois formellement participé au forum et, lors des prochaines réunions, la Chine pourrait aussi envisager d'inviter une « troisième partie⁵⁴ en tant qu'observateur »

⁵⁴ L'auteur ne précise pas qui pourrait être une telle

(第三方作为观察者, *disanfang zuowei guanchazhe*).

Perfectionner et développer le système du Focac.

Selon ces trois chercheurs, le Focac manque d'une vision à long terme et d'un système d'organisation. Les trois ministères qui gèrent le Focac sont celui des Affaires étrangères, du Commerce et des Finances. Leur capacité limitée de coordination des travaux et de coopération est de plus en plus évidente. Zhang propose la mise en place d'un système d'organismes subordonnés pour rendre le système plus flexible et mieux coordonner les travaux. Xu suggère de ne pas se limiter aux forums annuels, mais de penser aussi à organiser des conférences hebdomadaires, ou du moins des rencontres plus fréquentes et non limitées aux questions d'ordre économique. Le système doit être perfectionné, ajoute Li. Selon ce dernier, ce n'est qu'en améliorant certains aspects du Focac que celui-ci pourra devenir le pilier de la stratégie africaine de la Chine et, ensuite, devenir le point central de la réflexion sur la stratégie internationale chinoise. Pour l'instant, le Focac manque encore de ressources humaines, matérielles et de temps pour réfléchir de façon appropriée sur une stratégie future.

Former des alliances pour sauvegarder les intérêts de la Chine et des pays en voie de développement.

Au-delà du Focac, la Chine peut avoir recours à d'autres plateformes pour promouvoir les valeurs communes des pays en voie de développement. Elle peut par exemple créer des alliances avec certains pays voisins – BRICS ou Organisation de coopération de Shanghai⁵⁵ –, en s'appuyant

« troisième partie ».

⁵⁵ Créé à Shanghai en 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai est une organisation intergouvernementale dont les États membres sont la Chine, la Russie, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, et visant à renforcer les relations entre les pays membres, à encourager la

sur leur insatisfaction vis-à-vis de l'ordre économique mondial, et notamment envers l'influence occidentale hégémonique en matière de politique internationale, la gestion du système d'aide internationale et les actions militaires ou punitives – embargos, sanctions, etc. Selon Li, une alliance est « un artifice nécessaire dans la politique internationale » (结盟是国际政治中的一种必要手段, *jiemeng shi guoji zhengzhi zhong de yi zhong biyaoshouduan*) auquel la Chine doit recourir pour sauvegarder ses intérêts nationaux. « La diplomatie a une valeur pratique, mais aussi une moralité » écrit Li (外交有实利, 也有道义, *waijiao you shili, ye you daoyi*), pour qui l'un des objectifs de la Chine dans sa relation avec l'Afrique est de renforcer la position et le droit à la parole des pays en voie de développement et la multipolarisation du système international.

Renforcer le soft power de la Chine et accroître son influence internationale. Pour faire face aux critiques et aux accusations de l'Occident,

Zhang propose de renforcer la diplomatie chinoise en mettant en avant les succès et les résultats positifs de la coopération sino-africaine, pour éviter que les commentaires occidentaux ne monopolisent le discours sur les relations sino-africaines. Il est même envisagé de nommer un « ambassadeur de l'image des relations sino-africaines » (中非关系形象大使, *zhongfei guanxi xingxiang dashi*) et de créer un « prix international » (中非关系国际贡献奖, *zhongfei guanxi guoji gongxianjiang*) des relations sino-africaines. Xu pense plutôt

coopération politique, commerciale et économique, et à promouvoir la stabilité et la sécurité régionales.

à la promotion des échanges entre médias africains et chinois, en encourageant les médias africains à établir des agences ou des filiales en Chine. À cet effet, Li s'approprie la terminologie de Wang Yizhou⁵⁶ et affirme qu'il faut surtout avoir le courage « d'être créatifs » (创新, *chuangxin*). D'après Li Anshan, il faut avoir une stratégie de réponse aux attaques des puissances occidentales, parce qu'« on ne peut pas rivaliser avec une situation en devenir en adhérant à des lignes politiques qui sont toujours les mêmes ». La Chine est en train de faire l'expérience des « préoccupations [qui sont celles d'un géant] en croissance » (成长的烦恼, *chenzhang de fannao*), mais le gouvernement chinois ne doit pas être « trop anxieux ni ignorer complètement ces questions, ce qui serait un signe de faiblesse ». Au contraire, si la Chine « se trouve en difficulté, elle doit oser rivaliser avec l'Occident et protéger ses intérêts ». Le succès de l'expérience chinoise a amené de plus en plus de pays africains à regarder

« Le succès de l'expérience chinoise a amené de plus en plus de pays africains à regarder vers l'Orient, en remettant en question le modèle de développement occidental. »

vers l'Orient, en remettant en question le modèle de développement de l'Occident. Pour Li, la Chine doit avoir confiance en elle, et la diplomatie chinoise en Afrique doit se doter d'une capacité d'anticipation (前瞻性, *qianzhanxing*) car, finalement, « il ne manque à la Chine en Afrique que de la stratégie » (中国在非洲什么都补缺, 就是却战略, *zhongguo zai feizhou shenme dou buque jiu shi que zhanlüe*).

⁵⁶ Voir : Martina Bassan, « L'engagement créatif : la Chine à la recherche d'une nouvelle diplomatie ? », *China Analysis*, n° 37, 2012/1.